

Cette nouvelle apologie de l'irrationnel et de la violence peut être considérée comme une idéologie profane, dans la mesure où elle ne s'appuie fondamentalement ni sur un recours au divin, ni sur une croyance en l'immortalité de l'âme individuelle. Elle trouve néanmoins, tout comme cette autre forme d'irrationnel en expansion qu'est l'antisémitisme, des correspondances et des sympathies dans les Eglises, qui peuvent ainsi retrouver, dans le sillage du patriotisme profane, une certaine légitimité.

#### **4. LIBÉRALISME ET SOCIALISME : ABSENCE D'UNITÉ INTERNATIONALE SUR LA QUESTION LAÏQUE**

On ne saurait donc décrire de façon univoque la période 1890-1914 du point de vue des relations entre Eglises, Etat et société civile. L'approfondissement de la crise doctrinale du christianisme et les progrès d'une conception sécularisée du monde sont des données essentielles de la période, indispensables pour comprendre comment se pose la question de la laïcité scolaire dans l'Europe du début du XXe siècle ; mais en même temps d'autres tendances lourdes jouent en sens inverse pour favoriser le maintien ou même le renforcement de la place des Eglises dans les institutions étatiques. Bien qu'on puisse, avec B. Croce, qualifier sur le plan politique cette période d'« *époque libérale* », dans la mesure où le libéralisme politique inspire, d'une façon où d'une autre, les partis au pouvoir en Grande-Bretagne, en France (à partir des années 1880), en Italie, et où son poids dans la politique du Reich allemand est loin d'être négligeable<sup>40</sup>, la plus grande diversité règne entre ces « libéraux » relativement à la place à accorder à l'Eglise dans la vie politique, comme à la place à lui attribuer, ou non, à l'école publique. On sera donc amené à observer l'action politique des libéralismes en matière de relation Eglise(s)-Ecole dans le cadre de chaque Etat national : ce sera l'objet des deux chapitres suivants.

La diversité d'approche est en fait presque aussi grande du côté du mouvement socialiste. Celui-ci s'est reconstitué à l'échelle internationale à partir de 1890 ; mais les questions relatives à la politique que les partis socialistes défendent en matière de relation Eglise-Etat, comme Eglise-Ecole, ne font l'objet, jusqu'en 1914, d'aucune discussion dans aucun congrès de la seconde Internationale (la politique scolaire elle-même ne fait l'objet, sauf erreur, d'aucune résolution de Congrès international avant la première guerre mondiale). Ce n'est pas que ces questions aient été inconnues des congrès nationaux – on verra, au contraire, qu'elles ont occupé, surtout à partir du début du XXe siècle, une place importante dans les débats nationaux des organisations socialistes. Leur absence à l'échelle internationale souligne cette diversité d'approches, que rend manifeste une vaste enquête de la revue française *Le Mouvement socialiste* en 1902. La seconde Internationale s'est implicitement dotée d'une doctrine en matière religieuse, avec la formule adoptée au congrès d'Erfurt de la social-démocratie allemande (1891) : « *La religion est une affaire privée.* » Mais ces quelques mots (qui se réduisent à deux en allemand : *Religion Privatsache*), par lesquels la social-démocratie entend reprendre à son compte la position du libéralisme, pour mieux lui reprocher de l'avoir abandonnée, ne constituent pas réellement une doctrine, encore moins une stratégie univoque. Ils permettent de penser que les

---

l'insurrection, de la dictature du prolétariat..., p. 332). Fascisme et stalinisme, qui dominent l'Europe au moment où il rédige cet ouvrage, lui paraissent ainsi trouver une naissance commune dans ce « retour du religieux » bien particulier précédant la première guerre mondiale.

<sup>40</sup> B. Croce adopte le titre « *l'Europe libérale* » pour le chapitre de son *Histoire de l'Europe au XIXe siècle* consacré à la période 1871-1914 et publié en 1932. L'ouvrage de Croce ne s'intéresse pas à l'aspect scolaire du conditionnement patriotique et militariste. Mais il montre clairement comment ce « *faux idéal* » corrode peu à peu de l'intérieur le libéralisme classique, d'abord selon lui en Allemagne dès l'époque de Sadowa et du traité de Versailles (*op. cit.*, p. 256), puis dans le reste de l'Europe, et le transforme, sous l'effet de la « *psychologie de guerre* » largement présente dès les années d'avant-guerre (p. 331), de doctrine de liberté de l'individu en légitimation de la soumission totale de l'individu aux finalités guerrières de l'Etat.

socialistes parvenus au pouvoir réaliseront la séparation des Eglises et de l'Etat, établiront la pleine laïcité scolaire ; mais ils laissent au fond entière la question de savoir si cette double séparation est une perspective repoussée aux moments qui suivront la conquête du pouvoir (ce qui sera le point de vue retenu en Allemagne), ou un objectif du combat immédiat (cas de la France), en d'autres termes, selon la terminologie alors en vigueur, si la Séparation laïque doit être comprise comme élément du « programme maximum » ou du « programme minimum ». Les deux positions coexistent dans le parti allemand. La crise théorique majeure ouverte par les prises de position « révisionnistes » d'Edouard Bernstein à partir de 1899, et par la question de la participation de socialistes à des gouvernements bourgeois, ajoute encore à la complexité des positions en présence.

Si ferme est la conviction que le mode de production capitaliste est condamné par l'histoire, si impressionnants aussi sont les succès politiques d'ores et déjà remportés, qu'il paraît assurément à la grande majorité des socialistes de ce temps totalement incongru de se demander si leur mouvement, dans son expansion, n'est pas en train de développer des traits qui le rapprochent à son insu des vieilles Eglises chrétiennes – en d'autres termes, si l'audience considérable des nouveaux dirigeants socialistes, leur autorité, la vénération même dont ils sont parfois l'objet, ne s'apparentent pas à un avatar du pouvoir sacerdotal dont ils proclament la fin inéluctable. L'Italo-Allemand Robert Michels (1871-1936), sociologue (il est l'élève de Max Weber) et militant social-démocrate (à son aile gauche, en sympathie avec les thèses du syndicalisme révolutionnaire, et partiellement de Rosa Luxemburg), soulève pourtant en solitaire cette question iconoclaste dans sa volumineuse étude *Zur Soziologie des Parteiwesens* (1911) : « *De protestants fervents, les ouvriers industriels du royaume de Saxe sont devenus, au cours de ces dernières années, des socialistes ardents. Il est possible que cette évolution ait été accompagnée chez eux d'un renversement complet de toutes les valeurs. Mais il est certain que s'ils ont exilé du meilleur coin de leur mansarde l'image traditionnelle de Luther, ce ne fut que pour la remplacer par celle de Bebel.* » <sup>41</sup>

Pour l'écrasante l'ouvrage de Michels ne peut être examiné ici en tant que tel : mais la comparaison qu'il développe longuement entre l'ancien pouvoir du clergé sur les masses (« les simples », dans la langue de l'Eglise médiévale) et le nouveau pouvoir de ce qu'il appelle « l'oligarchie » du parti et des syndicats sur la masse de leurs propres adhérents, pour incomprise qu'elle ait été alors, n'est pas sans poser au mouvement socialiste d'inquiétantes questions, proches de celles ici abordées : on y reviendra en conclusion de ce travail.

---

<sup>41</sup> Robert MICHELS, *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, 1914 (réédition 1978, p. 63). L'original allemand n'a été que partiellement traduit.